

**RECRUTEMENT D'UN REFERENT JURIDIQUE
COMMUNAUTAIRE EN CHARGE DU PROGRAMME DES
DROITS HUMAINS ET DU PLAIDOYER**

Termes de référence

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Mondial pour mieux encourager le Sénégal dans la stabilisation de l'infection à VIH a mis à sa disposition une subvention pour mieux prendre en charge et résorber les gaps dans les interventions ciblant les populations clés.

La Coalition PLUS est une union internationale d'associations communautaires de lutte contre le sida et les hépatites virales, intervenant dans 52 pays auprès d'une centaine d'associations parmi lesquelles, l'ANCS.

Les contributions du FM et de CPlus permettront à l'ANCS de recruter une personne qui aura de solides compétences en Droit et en plaidoyer en vue de mener des actions d'influence auprès des décideurs politiques et des instances publiques nationales, régionales et internationales, afin d'améliorer les politiques impactant la lutte contre le VIH et les hépatites. Il s'inscrit dans un contexte où on assiste toujours à :

- Une recrudescence des arrestations et intimidations des groupes vulnérables au VIH ;
- Une faible application des dispositifs de prise en compte des droits humains dans les réponses nationales qui renforcent les inégalités d'accès aux services de santé ;
- Une faible reconnaissance institutionnelle des acteurs de mise en œuvre de premier rang que sont les Pairs Éducateurs.rices issu.es des populations clé ;
- Un faible investissement pour la prise en charge globale des populations clés notamment sur les aspects de santé sexuelle, de santé de la reproduction, de bien-être social, d'accès aux médicaments essentiels et aux nouvelles technologies de prévention et de prise en charge ;
- Une faible valorisation et exploitation du savoir-faire communautaire qui en quarante ans de lutte, constituerait en soi une école de savoir en matière d'expertise de terrain. L'approche de plaidoyer vise notamment à optimiser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de qualité, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

Dès lors, dans un souci d'apporter une réponse efficace à l'épidémie du VIH, l'ANCS compte développer avec l'appui des partenaires, des programmes d'amélioration de l'environnement de la prise en charge des groupes vulnérables en général et des Populations Clés en particulier. Ces programmes permettent à ces populations cibles d'accéder aux services de prévention, de traitement, de soins et soutien sans stigmatisation et ni discrimination. Cependant, la stigmatisation et la discrimination, auxquelles ces populations sont très souvent confrontées, constituent des obstacles majeurs à leur accès aux services de santé qui leur sont destinés.

Parmi les nouvelles stratégies développées en vue de contribuer à l'amélioration de l'accès à la prévention et au traitement du VIH, du Sida et des hépatites, figurent la promotion du droit à la santé et le plaidoyer pour un environnement favorable dans la lutte contre le sida.

C'est dans cette perspective que l'ANCS lance le recrutement d'un référent juridique communautaire en charge des stratégies de droits humains et du plaidoyer.

II. CONTENU DU POSTE

La mission du référent juridique en charge du plaidoyer sera de mettre en œuvre les activités de promotion des droits humains des populations vulnérables les plus exposés au VIH/SIDA et de contribuer à l'opérationnalisation de la stratégie nationale de plaidoyer afin d'améliorer la réponse au VIH et aux hépatites mais également de travailler sur d'autres problématiques spécifiques qui étranglent la riposte nationale au VIH/SIDA à travers la proposition de stratégies adaptées au contexte national pour les résoudre. Il sera responsable de la promotion du droit à la santé des populations les plus vulnérables et à la professionnalisation du plaidoyer. Il jouera un rôle crucial dans l'exécution des activités de plaidoyer auprès des acteurs clés de la réponse nationale et des partenaires au niveau international. Le référent sera responsable de la planification, de la gestion, de la mise en œuvre, de la coordination et de l'élaboration de rapport sur l'exécution des activités de droits humains et de plaidoyer.

Étendue opérationnelle de la mission

Sous la supervision du Directeur Exécutif, le référent juridique communautaire assure :

1. La mise en œuvre et la coordination de l'exécution du plan d'action sur les droits humains :

- Développer et exécuter des plans de travail sur les DH ;
- L'organisation et la facilitation d'ateliers de renforcement des capacités avec les partenaires ;
- Assurer la supervision du travail des Coordinateurs et des Consultants ;
- Assurer la rédaction et l'édition des rapports mensuels et des ateliers sur les droits humains ;
- Mettre en place au sein de l'ANCS un observatoire sur les violations des droits humains des populations les plus vulnérables au VIH/sida ;
- Rédiger les outils de formation à destination des acteurs clés (media nationaux, forces de police, acteurs des systèmes judiciaires-Juges, avocats, procureurs, etc. professionnels des parcours de soins, politiques-partis, syndicats, etc.) ;
- S'approprier le plan quinquennal sur les droits humains,
- Coordonner et mener la sensibilisation de ces acteurs sur les droits humains, la lutte contre le VIH/sida et leur rôle dans cette lutte.
- Collaborer avec les instituts/écoles/Centres de formation de ces acteurs pour intégrer dans leurs enseignements des contenus sur les droits humains et le VIH/SIDA ;
- Organiser des séances et permanences d'information sur leurs droits avec les populations les plus vulnérables au VIH/SIDA ;
- Rédiger et distribuer des dépliants d'information sur les droits humains des groupes cibles ;
- Assurer le secrétariat permanent du comité de veille et d'alerte pour un environnement favorable aux interventions en direction des populations les plus vulnérables au VIH et au Sida ;
- etc.

2. La mise en œuvre et la coordination de l'exécution du plan d'action de plaidoyer au niveau national et international

- Mener un plaidoyer sur la base de la diffusion annuelle de rapports nationaux sur les violations des droits et les discriminations à l'encontre des personnes les plus vulnérables face au VIH/sida ;
- Mettre en forme des argumentaires sur les sujets préalablement identifiés, en accord avec le comité de pilotage du projet ;
- Rechercher les interlocuteurs extérieurs pertinents (élus, services de l'Etat, organisations internationales, ONG, etc.) et nouer des contacts pour mettre en avant nos prises de position et recommandations dans l'objectif de les faire prendre en compte ;
- Négocier des rendez-vous pour permettre d'exposer nos contacts, positions, recommandations et participer à ces rencontres avec ou sans l'appui d'un autre référent de l'association ;
- Assurer le suivi de la communication des dossiers de plaidoyer (communiqués de presse, organisation d'événements ciblés, etc.) en fonction des stratégies définies en amont ;
- Appuyer la relance des activités du comité de veille et d'alerte mis en place par les acteurs clé de la riposte nationale au VIH ;
- Assurer le secrétariat permanent du comité de veille et d'alerte pour un environnement favorable aux interventions en direction des populations vulnérables
- Analyser les productions des médias ;
- Dénoncer les discours discriminants et violents à l'égard des groupes les plus vulnérables au VIH/sida ;
- Assister les partenaires dans le développement et la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer et de campagnes régionales et nationales ;
- Etc.

3. L'appui à la mobilisation de fonds et au Développement du Programme :

- Contribuer à la formulation de proposition, à l'élaboration de documents projet : conception, de calendriers et plans de travail dans les domaines du plaidoyer et des droits humains ;
- Assister aux rencontres avec les parties prenantes (financement et mise en œuvre) pour discuter et développer des interventions conjointes ;

- Aider dans l'identification de nouvelles opportunités de financement et de partenariat dans le domaine des droits humains ;
- Contribuer à l'élaboration de notes conceptuelles et de propositions techniques et financières I sur les aspects de Droits humains et de plaidoyer ;
- Participer et assister aux réunions et autres activités du Programme ;
- Etc.

III. **POSITION DANS LA STRUCTURE ET AU NIVEAU DU POLE LEADERSHIP & INFLUENCE DE COALITION PLUS**

- Superviseur hiérarchique : Directrice Exécutive
- Superviseur Technique : Directeur Technique
- En double rattachement et supervisé par : Le responsable du pole leadership & Influence de Coalition PLUS sur les questions de plaidoyer

IV. **ASSISTANCE JURIDIQUE :**

- Mise en œuvre d'une assistance juridique et de stratégies d'approvisionnement du fonds d'urgence pour l'assistance aux populations les plus vulnérables au VIH. A cette fin, il devra faciliter le développement de partenariats avec des avocats, des structures sanitaires, des maisons d'hôte etc.

V. **ASSISTANCE AU PLAIDOYER**

- Assurer la structuration du plaidoyer au sein de l'ANCS par le renforcement des capacités du personnel et des membres de la structure pour intégrer l'aspect plaidoyer à tous les niveaux de la vie de l'organisation ;
- Améliorer les politiques publiques incarnées dans les programmes du Fonds mondial, de l'USAID, de Cplus et des autres partenaires ;
- Contribuer aux actions de plaidoyer menées par les autres collaborateurs du Programme Plaidoyer (c-à-d les autres plaideurs décentralisés) ;

VI. **PROFIL RECHERCHE**

Le profil recherché contribuera à la mise en place d'une stratégie de sensibilisation pour les plaidoyers à la rédaction de rapports sur l'exclusion de certaines communautés. De l'accès aux soins médicaux, il aidera à s'attaquer et influencer les causes profondes des crises qui touchent les populations les plus vulnérables au VIH ciblés par les programmes de l'ANCS.

- Niveau universitaire dans les sciences politiques, anthropologie, sciences sociales, droit, droits de l'homme ou toute autre matière connexe ;
- Au moins trois années d'expérience professionnelle au sein d'une organisation de la société civile intervenant dans le plaidoyer et les droits de l'homme ou similaire (par ex. agence des Nations Unies, organisation des droits de l'homme ou organisme gouvernemental) dans le domaine de plaidoyer ou un domaine connexe (recherche, analyse, droits de l'homme) ;
- Solides aptitudes en plaidoyer (recherche/analyse/ élaboration de politiques, lobbying/diplomatie, formulation de stratégies, expérience dans l'argumentation pour faire changer les politiques/pratiques, représentation, communication en public) ;
- Expérience en matière de collecte de données (par ex. recherche qualitative, surveillance des droits de l'homme, étude de cas des réfugiés, etc.) ;
- Excellente capacité de recherche et d'analyse ;
- Maîtrise des outils informatiques (Excel, Word, Powerpoint) ;
- Disponible pour un minimum de vingt-quatre (24) mois ;

- Volonté de travailler dans tous types de contextes, y compris dans des zones instables ;
- Capacité à travailler sous pression et à tenir des délais courts ;
- Approche proactive et orientée sur les solutions ;
- Capacité à former les autres ;
- Excellentes capacités de recherche et de rédaction de rapport ;
- Excellentes aptitudes en matière de rédaction, de présentation et de plaidoyer ;
- Excellentes aptitudes en communication et aptitude à travailler avec des personnes de milieux culturels et sociaux variés ;
- Avoir d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français et en anglais, y compris la rédaction de rapports ;
- Etc.

VII. FORMATION ET EXPÉRIENCE

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures ou l'équivalent en droits humains, droit, études africaines, relations internationales, sciences politiques, média, communication ou autre domaine pertinent ;
- Avoir entre 5 à 10 ans d'expérience professionnelle ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience avérée dans le travail d'élaboration de politique, le suivi, le plaidoyer et/ou le travail de campagne dans le secteur des droits humains et/ou du plaidoyer ;
- Avoir de l'expérience dans la gestion de budget et de projets ;
- Avoir de l'expérience dans le travail avec des organisations non gouvernementales ;
- Avoir de l'expérience dans le travail dans un environnement interculturel.

VIII. CONNAISSANCES DANS LE DOMAINE

- Une bonne connaissance des questions relatives au plaidoyer, aux droits humains, à la liberté d'expression et/ou à la démocratisation en Afrique de l'Ouest ;
- Une bonne connaissance des mécanismes internationaux et régionaux de plaidoyer, de promotion et de protection des droits humains ;
- Une connaissance de la géopolitique et des développements récents en Afrique de l'Ouest ;
- Une bonne connaissance des enjeux de la régulation et de l'autorégulation des médias et connaissance approfondie des questions de liberté d'expression sur internet ;
- Bonne maîtrise des sujets sur le Sida, la Santé, Société et sur les Droits Humains.
- Bonne connaissance de l'anglais ;
- Bonne maîtrise du français lu, écrit et parlé

Les personnes intéressées peuvent envoyer leur dossier de candidature complet par mail à l'adresse suivante : ancs@ancs.sn au plus tard le **vendredi 15 Juillet 2022 à 17 heures précises**. Les candidats intéressés peuvent consulter les termes de référence du poste sur le site de l'ANCS (www.ancs.sn) pour plus d'information.

Un test écrit et un entretien oral seront ensuite proposés aux candidats retenus.

Fait à Dakar, le 28 Juin 2022